

Convention collective

IDCC : 9141. – **PRODUCTION AGRICOLE
(CALVADOS)**
(1^{er} juin 2004)

(Etendue par arrêté du 16 décembre 2004,
Journal officiel du 28 décembre 2004)

AVENANT N° 11 DU 2 JUILLET 2009

NOR : *AGRS0997173M*

IDCC : 9141

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles ;
Le syndicat des éleveurs de chevaux de sang de France ;
La fédération départementale des CUMA,

D'une part, et

Le syndicat général agroalimentaire du Calvados CFDT ;
La CFTC ;
L'union départementale FO ;
L'UNSA agriculture agroalimentaire,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 8.5.1 intitulé « Incapacité temporaire. – Maladie ou accident de la vie privée » est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« En cas d'incapacité de travail temporaire due à une maladie ou à un accident de la vie privée, dûment justifiée par prescription médicale et ouvrant droit à l'indemnité journalière légale des assurances sociales agricoles, le salarié bénéficie d'une indemnité complémentaire versée par Agri-Prévoyance de sorte que l'indemnisation globale (indemnité légale plus indemnité complémentaire) soit égale à 90 % du salaire brut retenu pour le calcul des indemnités journalières légales pendant 90 jours, puis 75 % de ce même salaire tant que dure le versement des indemnités journalières légales.

Les conditions de versement des indemnités journalières complémentaires sont les suivantes :

- le salarié devra justifier de 8 mois d'ancienneté continue dans l'entreprise ;
- lors de chaque arrêt, le versement des indemnités journalières complémentaires intervient après un délai de carence de 7 jours ;
- les indemnités journalières complémentaires sont revalorisées selon les mêmes modalités que les indemnités journalières légales ;
- l'indemnisation prévue ci-dessus ne peut avoir pour effet de servir au salarié une indemnisation nette supérieure à sa rémunération nette d'activité. »

Article 2

L'article 8.5.7 intitulé « Cotisations et organisme gestionnaire » est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« La gestion du régime de prévoyance est assurée par Agri-Prévoyance, institution de prévoyance, sise 21, rue de la Bienfaisance, 75008 Paris.

Toutes les entreprises relevant du champ d'application de la présente convention collective sont donc tenues d'adhérer à Agri-Prévoyance pour leur personnel, à l'exception du personnel d'encadrement tel que défini par la convention du 2 avril 1952 concernant les ingénieurs et cadres d'exploitations agricoles.

Les cotisations décès sont dues dès le premier jour d'embauche. Les cotisations incapacité temporaire et permanente sont appelées après 8 mois d'ancienneté continue dans l'entreprise.

Les cotisations telles que fixées par l'accord d'adhésion à l'institution sont assises sur la totalité des salaires et réparties comme suit :

	TAUX	PART PATRONALE	PART SALARIALE
Incapacité temporaire	0,65 %	0,44 % (1)	0,21 %
Incapacité permanente	0,22 %	-	0,22 %
Décès	0,18 %	0,18 %	-
Charges sociales patronales	0,15 %	0,15 %	-
Total	1,20 %	0,77 %	0,43 %
(1) Dont 0,41 % au titre de la reprise des garanties conventionnelles (les cotisations destinées à la couverture des prestations d'accident du travail ainsi que des prestations légales résultant de l'accord national interprofessionnel du 10 décembre 1977 sont exclusivement à la charge de l'employeur).			

Article 3

L'article 8.5.9 « Révision. – Dénonciation » est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« En cas de dénonciation de la convention collective ou de l'accord d'adhésion signé le 4 décembre 2006 et de ses avenants :

- les prestations d'incapacité temporaire et permanente en cours de service sont maintenues à leur niveau atteint au jour de la résiliation ;
- il appartiendra aux parties signataires, conformément à l'article L. 912-3 du code de la sécurité sociale, d'organiser avec le nouvel assureur la poursuite de la revalorisation des prestations incapacité et invalidité, au moins sur la base de l'évolution du point de retraite ARRCO ;
- la garantie décès est également maintenue pour les bénéficiaires de prestations d'incapacité temporaire et permanente. »

Article 4

Les dispositions du présent avenant entreront en vigueur à compter du premier jour du mois civil suivant la publication de son arrêté d'extension, pour une durée indéterminée et s'appliqueront aux arrêts et déclarations d'invalidité survenus à partir de cette date.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension de cet avenant qui sera déposé à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle du Calvados.

Fait à Caen, le 2 juillet 2009.

(Suivent les signatures.)